

Serv action	Serv info	OS	E	NE
N°		Dossier / Note :		
DDPP 49	12 JAN. 2022		Dom. act	
CS	Action	Infos		

**Arrêté DIDD - 2022 - n°2
autorisant la SCEA ARGOS 2000 à exploiter un élevage de volailles
sur le territoire de la commune de CHAZÉ SUR ARGOS**

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement dans sa partie législative, titre VIII livre I et titre 1^{er} du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU la décision d'exécution UE 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (M.T.D.) au titre de la Directive 2010/75 UE du Parlement européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

VU le décret du Président de la République du 28 octobre 2020, portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 février 2019, portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, Secrétaire générale de la préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2021 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de la fertilisation azotée pour la région Pays de Loire ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juin 2014 autorisant Mme et M. les gérants de la SCEA ARGOS 2000 à exploiter au lieu-dit "Les Brardaies" - 49500 CHAZÉ SUR ARGOS, un élevage de canards d'une capacité totale de 100 000 animaux-équivalents ;

VU le donner acte délivré à la SCEA ARGOS 2000 en date du 13 juin 2019 validant le dossier de réexamen déposé en application de la directive 2010/75/UE susvisé ;

VU la demande formulée le 19 avril 2021 par Mme et M. les gérants de la SCEA ARGOS 2000, dont le siège social est au lieu-dit "Les Brardaies" - 49500 CHAZÉ SUR ARGOS, afin d'être autorisés à exploiter un élevage de volailles d'une capacité totale de 50 000 animaux, situé au lieu-dit "Les Brardaies" - 49500 CHAZÉ SUR ARGOS ;

VU les plans annexés au dossier ;

VU le rapport du 24 décembre 2021 de l'inspecteur de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations de Maine-et-Loire ;

VU le courrier de la préfecture du 24 décembre 2021 de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté ;

VU le message électronique de l'exploitant du 29 décembre 2021 indiquant qu'il validait ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L512.1 du code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'actualisation du plan d'épandage constitue une modification notable et que son dimensionnement permet de respecter l'équilibre de la fertilisation en azote et en phosphore ;

CONSIDÉRANT que les surfaces du plan d'épandage ont fait l'objet d'une étude agropédologique afin de déterminer l'aptitude des sols à l'épandage ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'actualiser le tableau de classement des rubriques relatives à la SCEA ARGOS 2000 ;

CONSIDÉRANT que les travaux de couverture des fosses vont permettre à l'installation de respecter les meilleures techniques disponibles applicables à ce type d'établissement ;

CONSIDÉRANT que l'exportation de la totalité des fumiers de volailles vers un composteur autorisé permet de respecter l'équilibre de la fertilisation ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Art. 1^{er} - Madame et Monsieur les Gérants de la SCEA ARGOS 2000, dont le siège social est situé au lieu-dit "Les Brardaies" – 49500 CHAZÉ SUR ARGOS, sont autorisés à exploiter un élevage de volailles situé à l'adresse ci-dessus.

Art. 2 - Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Nature de l'activité	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Classement (A, E, DC, D, NC)
Élevage intensif de volailles (plus de 40 000 emplacements)	3660 a	A
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il y a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	4718-2.b	DC

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 6 tonnes mais inférieure à 50 tonnes.		
---	--	--

Au sens de l'article R515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale de l'installation est la rubrique n° 3660, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles de la décision d'exécution (UE) n° 2017/302 susvisée, associées au document de référence sur les meilleures techniques disponibles (BREF) relatif aux élevages intensifs de volailles ou de porcs.

L'exploitant s'engage à mettre en œuvre et à appliquer les meilleures techniques disponibles pour son élevage au titre la directive 2010/75/UE susvisée, tel que prévu dans le dossier de réexamen déposé par l'exploitant et validé par la préfecture le 13 juin 2019.

L'installation respecte les niveaux d'émission, et l'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatif aux élevages intensifs de volailles ou de porcs.

Cet élevage constitue un établissement soumis à **DÉCLARATION** sous les rubriques suivantes de la nomenclature eau (IOTA) :

Rubrique	Intitulé de la rubrique (Nomenclature Loi sur l'Eau)	Régime
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	DÉCLARATION

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, l'exploitant se conforme aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation (Annexe I).

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales au pourtour de l'installation. Les haies existantes de l'exploitation sont conservées et renforcées le cas échéant.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

2° Biodiversité

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

3° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 50 000 emplacements et de 6,3 tonnes de gaz en citernes.

4° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur caillebotis intégral et les bâtiments sont équipés de racleurs mécaniques.

L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé ; tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture, avant sa réalisation.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

5° Réseaux de collecte

Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

La consommation d'eau lors du nettoyage des locaux est optimisée par l'utilisation de nettoyeur haute pression.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier...) ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage et des annexes permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

6° Collecte et stockage des effluents

Les lisiers bruts et les eaux de lavage sont collectés dans une fosse béton circulaire de 332 m³ utiles avant d'être acheminés vers un séparateur de phase.

Le stockage de la phase liquide est assuré par une fosse de 1 350 m³ utiles et une fosse de 1 110 m³.

Le stockage de la phase solide s'effectue dans l'ancien poulailler sur une surface de 280 m² et les jus d'égouttage sont collectés et stockés dans la fosse géomembrane de 1 350 m³.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R.211-81 du Code de l'Environnement.

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés

d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} juin 2005 et avant le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 26 février 2002 ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents (liquides et solides) produits dans l'installation, pendant sept mois au minimum.

7° Prélèvements et consommation d'eau

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

L'alimentation en eau est assurée en partie par deux forages situés section ZB parcelles 0049 et 0066, et les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, sont respectées (protection de la tête de l'ouvrage, compteur, ...).

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003.

La consommation d'eau des animaux doit être maîtrisée afin de limiter le gaspillage. La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation soit reconnu performant.

8° Eaux pluviales

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

9° Émissions dans l'air

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords

des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

Gestion des odeurs :

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

Des dispositions sont prises dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions dans l'atmosphère.

10° Épandage

Le lisier est entièrement séparé à l'aide d'un tamis vibrant fin permettant de générer deux produits.

La phase liquide est stockée puis épandue sur le parcellaire autorisé (parcellaire repris en annexe II de l'arrêté préfectoral).

La phase solide est majoritairement exportée et une fraction est épandue sur le parcellaire autorisé. La répartition entre les deux destinations permet l'atteinte de l'équilibre de la fertilisation en azote et en phosphore.

Les effluents d'élevage sont épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.

Les quantités épandues d'effluents (phase liquide et phase solide) sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.

Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :

- la stagnation prolongée sur les sols ;
- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;
- une percolation rapide vers les nappes souterraines.

Tous les animaux reçoivent une alimentation de type multiphase, garantissant des apports en protéines limités aux besoins physiologiques de chaque catégorie d'animaux. L'alimentation est complétée en phytase.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage prenant en compte l'aptitude des sols pour la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage est constitué :

- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 3-11 ;

- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres.

Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtes ;

- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;

- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;

- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies.

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

La mise à jour du plan d'épandage est indispensable.

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

La quantité maximale d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux. Le dimensionnement du plan d'épandage permet l'équilibre de la fertilisation phosphorée.

L'épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe du présent arrêté .

Toute modification apportée à ce plan devra être signalée avant sa réalisation à la préfecture de Maine-et-Loire - Bureau des Procédures Environnementales et Foncières.

11° Règles d'épandage

L'épandage des effluents d'élevage est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et à 35 mètres dans le cas des points de prélèvement en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;

- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;

- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit :

- sur sol non cultivé ;

- sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié ;

- sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ;
- sur les sols enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- par aéro-aspiration.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est fixée dans le tableau suivant :

CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités	DISTANCE MINIMALE d'épandage	CAS PARTICULIERS
Phases liquides et solides issues du séparateur de phase	50 mètres	En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres.

L'épandage de la phase liquide est réalisé avec un matériel équipé de pendillards.

Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :

- dans les quatre heures au regard de la MTD 22 qui consiste à incorporer les effluents dans le sol dès que possible. Un délai maximum de douze heures est toléré lorsque les conditions ne sont pas propices à une incorporation plus rapide, par exemple lorsque les ressources humaines et les machines ne sont pas économiquement disponibles.

12° Enregistrement des épandages

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis par la réglementation.

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage regroupe les informations relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- Le bilan global de fertilisation ;
- L'identification des parcelles (îlots) réceptrices épandues ;
- Les superficies effectivement épandues ;
- Les dates d'épandage ;
- La nature des cultures ;
- Les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
- Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

En outre, chaque fois que les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fertilisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

13° Prévention des accidents et pollutions

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion, les fiches de données de sécurité, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné ci-dessus.

14° Sécurité incendie

La défense contre l'incendie est assurée par une réserve naturelle de plus de 240 m³ située à moins de 200 mètres, conforme au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie de Maine-et-Loire. Le dispositif est renforcé par une seconde réserve à incendie de 120 m³ située à proximité du bâtiment de 1528 m², suite à l'avis émis par le service départemental d'incendie et de secours de Maine-et-Loire. L'implantation de ces réserves devra être soumise pour avis aux services Incendie et Secours.

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : "Ne pas se servir sur flamme gaz";
- par la mise en place d'un extincteur portatif "dioxyde de carbone" de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des

bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

15° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien et les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

16° Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Les produits de nettoyage, de désinfection, traitement, de fuel, et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

17° Déchets et sous-produits animaux

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les volailles mortes sont placées dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'Environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code Rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

18° Bruit

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

19° Dysfonctionnement de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

20° Déclaration d'émissions polluantes (concerne les élevages à partir de 40 000 emplacements)

L'exploitant réalise chaque année une déclaration des émissions polluantes conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié. Cette déclaration concerne les domaines de l'air, de l'eau (prélèvements en eau et rejets) et les déchets (production et traitement).

21° Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de CHAZÉ SUR ARGOS et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est

affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de CHAZÉ SUR ARGOS et envoyé à la Préfecture.

Art. 7 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU et à la mairie de CHAZÉ SUR ARGOS.

Art. 9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté préfectoral DIDD-2014 n° 200 du 3 juin 2014.

Art. 10 - La secrétaire générale de la Préfecture, le sous-préfet de SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU, le maire de CHAZÉ SUR ARGOS, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, et le Commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le - 5 JAN. 2022

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture,


Magali DAVERTON

Délais et voies de recours :

Conformément aux dispositions de l'article L.181-17 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

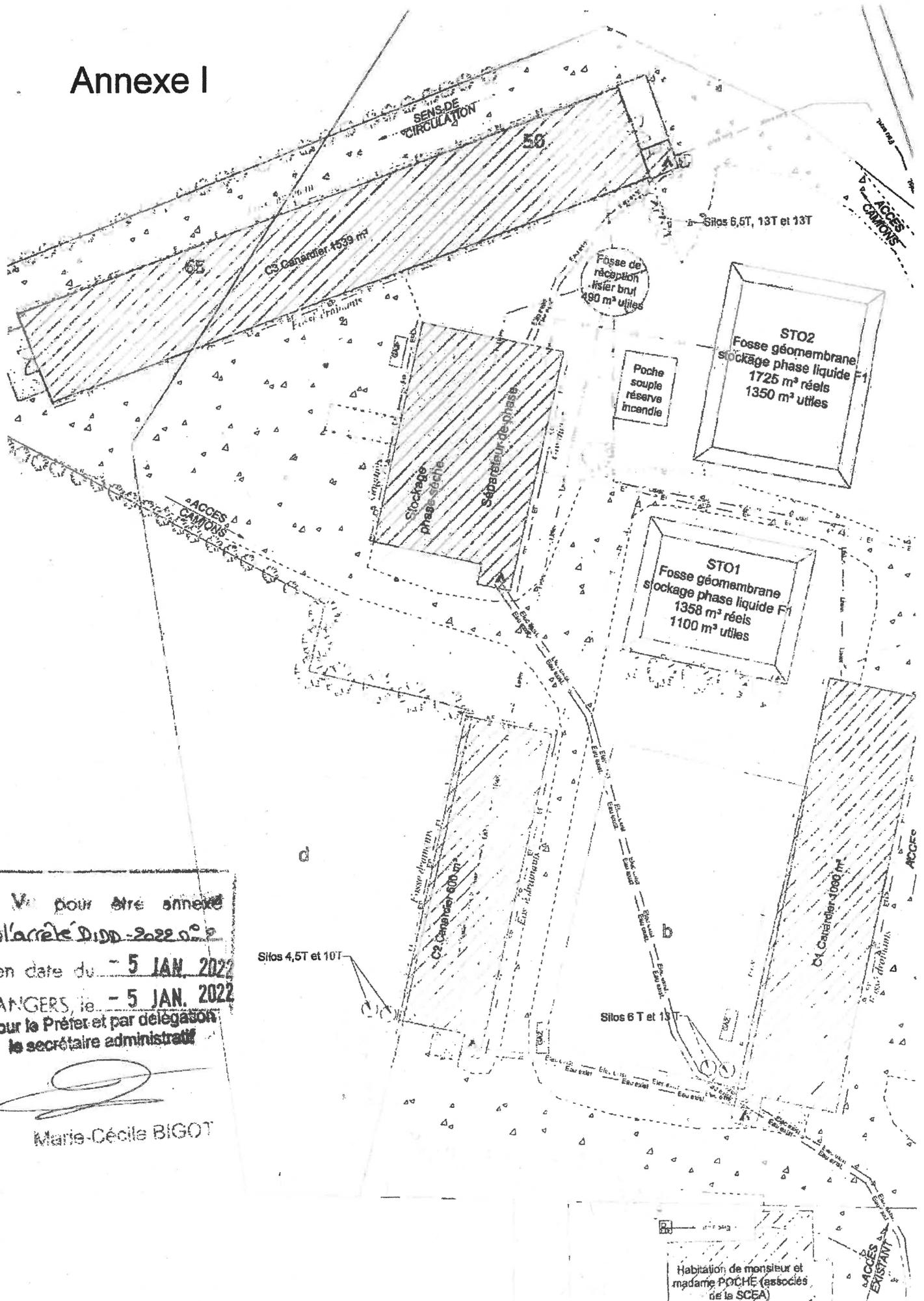
a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Annexe I



Vu pour être annexé
 à l'arrêté DDD-2022-002
 en date du - 5 JAN 2022
 ANGERS, le - 5 JAN. 2022
 Pour le Préfet et par délégation
 le secrétaire administratif


 Marie-Cécile BIGOT

7 Volet Agronomique**7.1 Relevé parcellaire SCEA ARGOS 2000 - Les Brardaies - 49500 CHAZE SUR ARGOS**

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :
SURFACE EPANDABLE 50m :	72,41	SCEA ARGOS 2000
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	62,70	LES-BRARDAIES
SURFACE EPANDABLE 100 m :	86,59	49500 CHAZE SUR
	61,81	ARGOS

Exploitation de :

SCEA ARGOS 2000

LES BRARDAIES

49500 CHAZE SUR ARGOS

DEPT	Communes	n° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épardable 50 m	Superficie épardable 100 m	Observation
49	Chaze sur Argos	1	9,85	9,85	9,85	
		2	13,71	11,62	11,62	Cours d'eau/mare
		3	15,95	12,52	12,52	Cours d'eau/mare/puits/tiers
		4	4,67	4,34	4,34	Cours d'eau
		5	1,48	0,66	0,66	Cours d'eau/mare
		6	6,65	5,32	5,32	Cours d'eau/mare/puits
		7	5,61	5,23	5,23	Cours d'eau
		8	7,30	6,58	6,22	Cours d'eau/mare/tiers
		9	7,19	6,58	6,05	Tiers/cours d'eau
	TOTAUX		72,41	62,70	61,81	

Aucune modification n'a été apportée au plan d'épandage en propre de la SCEA ARGOS 2000 hormis le rajout d'un nouvel ilot (ilot n°9 pour 7.19 hectares de SAU). Cet ilot jouxtant le site des Brardaies est conduit en culture et a fait l'objet d'une étude d'aptitude des sols à l'épandage (cf. annexe).

7.2 Bilan azoté et phosphoré de la SCEA ARGOS 2000**EFFECTIFS ET PRODUCTION D'ELEMENTS FERTILISANTS**

Animaux	Prés Bat Mois	Nb	Norme corpen (Par animal)			Unités fertilisantes totales Kg/an			Unités maîtrisables Kg/an		
			N	P2O5	K2O	N	P2O5	K2O	N	P2O5	K2O
Canard de barbarie (mixte) (standard) (a)	12	175000	0,094	0,069	0,083	16450	12075	14525	16450	12075	14525
TOTAL						16450	12075	14525	16450	12075	14525

ASSOLEMENT ET EXPORTATIONS DES CULTURES

V. pour être annexé
à l'arrêté DDD-822252

En date du 5 JAN 2022
Ministère de l'Environnement - BP 20199 - 44155 ANCENIS CEDEX ☎ : 02 40 98 96 33

ANGERS, le 5 JAN 2022
Pour le Préfet et par délégation
le directeur administratif

Melle Claire BROT

Lc 16-juillet-21

Page 1

r12148b.XLS

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :
SURFACE EPANDABLE 50m :	109,49	SCEA ARGOS 2000
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	93,05	LES ERARDAIES
SURFACE EPANDABLE 100 m :	84,98	49500 CHAZE SUR ARGOS
	81,03	

Exploitation de :

EARL LA GRANDE POMMERAYE
LA GRANDE POMMERAYE
49500 MARANS

DEPT	Communes	P.DRAINEES+ SURFACES	n° lots	Superficie Parcelle	Superficie é pandable 50 m	Superficie é pandable 100 m	Observation	
49	chaze sur argos ste gannes d andigne		1	7,39	7,13	7,08	cours d eau/tiers	
			2	4,53	3,84	2,10	mare/tiers	
	parcelles C n°428-429-452-431-632-920 441 et 440	oui 14,68 ha		3	14,68	13,05	13,05	cours d eau
				4	5,75	5,28	4,61	cours d eau/tiers
				5	1,79	1,59	1,20	cours d eau/tiers
				6	4,54	4,54	4,54	
	parcelles ZA n° 3-16- B n° 384-385 383-350-517 ET 518 parcelles ZB n° 53-64	oui 13,18 ha		7	20,90	20,19	19,50	mare/tiers
				8	2,30	2,00	1,47	mare/tiers
				9	3,33	2,03	0,81	cours d eau/tiers/mare
	parcelles ZB n° 57	oui 2,66 ha		10	2,24	2,06	1,20	tiers
				11	3,29	2,23	1,00	cours d eau/tiers
				12	8,26	7,42	6,34	mare/tiers
				13	1,47	1,47	1,46	tiers
				14	1,88	1,88	1,41	tiers
				15	5,51	4,57	3,97	cours d eau/tiers
				16	21,63	13,77	11,29	note0/cours d eau/mare/tiers
TOTAUX	surfaces drainees 32,82 ha			109,49	93,05	81,03		

Relevé parcellaire et résumé des exclusions de FEARL de la Joberite

SAU (ha) = 280,55

lot	départ.	commune	préfixe	section	parcelle	surface	surface exclue	motif d'exclusion
1	49	Segré-en-Anjou Bleu (Le Bourg-d'Irè)	37	A	279 : 297 : 299 : 301 à 303 : 475 : 476	9,83	1,95	rière, cours d'eau
1bis	49	Segré-en-Anjou Bleu (Le Bourg-d'Irè)	37	ZA	16 : 17 : 22 à 27	5,57	0,00	
				C	840			
				B	124 à 130 : 133 : 137 : 140 à 142 : 254 à 257 : 392 : 391 : 395 : 404 : 501 à 503 : 505 : 508 : 510 : 514			
4	49	Segré-en-Anjou Bleu (Sts-Germees-d'Andigné)	277	YA	7 : 8 : 13	52,50	2,94	riers, cours d'eau
5	49	Segré-en-Anjou Bleu (Le Bourg-d'Irè)	37	VA	288 : 289 : 332	2,57	0,96	riers, rivière
				A	308 à 309 : 318 : 321 à 326 : 363 : 650 : 671 : 712			
				A	54			
7	49	Segré-en-Anjou Bleu (Le Bourg-d'Irè)	187	A	224 : 225 : 232 à 234 : 295 à 300 : 521 : 652 : 654 : 657 : 660 : 663 : 664 : 666	2,99	0,00	
9	49	Segré-en-Anjou Bleu (Le Bourg-d'Irè)	37	C		14,19	0,00	
9bis	49	Segré-en-Anjou Bleu (Le Bourg-d'Irè)	37	C		0,81	0,09	riers
10	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	A	748 : 750	56,15	0,83	riers, plan d'eau
13	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	A	65 à 68 : 75 : 76 : 371 à 374 : 379 à 383 : 388 à 393 : 619 : 623 : 754 : 756 : 758	2,29	0,38	riers
14	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	A	389 : 401	10,10	0,17	riers
15	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	A	406 à 408	16,12	1,04	cours d'eau
16	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	A	438 : 439 : 633 : 637	10,23	0,32	plan d'eau
17	49	Segré-en-Anjou Bleu (La Chapelle-sur-Ordon)	77	B	789 : 791 : 803 à 906 : 1378 : 1383 : 1388	4,84	0,00	
18	49	Segré-en-Anjou Bleu (Sts-Germees-d'Andigné)	277	D	802 : 894 à 896 : 895 : 896	9,58	0,38	riers
19	49	Segré-en-Anjou Bleu (Sts-Germees-d'Andigné)	277	D	859 à 862 : 864	13,35	0,84	riers, rivière
20	49	Segré-en-Anjou Bleu (Sts-Germees-d'Andigné)	277	D	842 à 844 : 851 : 852 : 1392 : 1395 : 2081 : 2083 : 2085 : 2086	3,41	0,00	
21	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	A	52	4,74	1,68	riers, rivière
22	49	Segré-en-Anjou Bleu (Sts-Germees-d'Andigné)	277	D	854 : 1401 : 1402 : 1417 : 2181	5,83	0,42	riers
23	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	B	706 à 708 : 713 : 714	3,66	0,00	cours d'eau
				A	165			
				B	600 : 604 : 605			
24	49	Segré-en-Anjou Bleu (La Chapelle-sur-Ordon)	77	B	167 : 168	1,11	1,11	
25	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	A	634	1,72	0,00	
26	49	Segré-en-Anjou Bleu (Marans)	187	A	169 : 170	18,77	0,81	riers, plan d'eau
100	49	Chazé-sur-Argos	0	ZA ZA ZB	3 3 1 : 58	280,55	13,73	